

MARINE LE PEN : 7 MESURES IMMÉDIATES POUR FAIRE 30 MILLIARDS D'ÉCONOMIES PAR AN

La crise de la dette dans la zone euro inquiète légitimement les Français.

La perte de notre triple A serait une très mauvaise chose, parce qu'elle alourdirait considérablement le coût de l'emprunt pour la France.

Marine Le Pen propose à moyen terme une réforme du système économique pour sortir la France de la crise et renouer avec la croissance et l'emploi. Une réforme qui se fonde sur des protections, un Etat fort et la fin programmée et concertée de l'expérience ratée de l'euro. Les vrais clés de la sortie de crise sont à ce niveau.

Mais à court terme, il faut sauver le triple A et agir en ce sens très vite pour réduire certaines dépenses scandaleuses, ce que l'UMP et le PS n'ont jamais voulu faire. Leurs politiques laxistes sont inefficaces et contre-productives, parce qu'elles s'en prennent sottement à des dépenses essentielles de la Nation, comme la sécurité, l'école, la santé ou la justice.

Sarkozy pour la France, et Hollande pour la Corrèze, département le plus endetté de France, sont les deux champions incontestés de la dette et des déficits.

Marine Le Pen s'engage au contraire dans son projet économique à supprimer immédiatement 7 dépenses aussi nocives que coûteuses :

Mesure d'économie	Gain financier immédiat	Observations
Suppression de l'Aide Médicale d'Etat	588 millions d'euros par an	Coût prévu pour 2012. L'AME est exclusivement réservée aux clandestins
Suppression de la niche fiscale dite « Copé »	3,5 milliards d'euros par an	Avantage fiscal réservé aux grands groupes : aucun résultat pour l'emploi
Suppression de la contribution française au budget de l'Union européenne	7 milliards d'euros par an	La France verse chaque année 20 milliards d'euros par an à l'UE, et n'en récupère que 13, aides agricoles de la PAC comprises
Baisse de 2% des dotations de l'Etat aux conseils généraux et régionaux	550 millions d'euros par an	Décision assortie d'une interdiction d'augmenter les impôts locaux : les départements et les régions doivent faire des économies
Objectif : réduction par 4 de la fraude sociale	15 milliards d'euros par an	Coût de la fraude sociale évalué à 20 milliards d'euros par an selon un rapport parlementaire de juin 2011
Réduction par 5 de l'asile	300 millions d'euros par an	Coût actuel de l'asile : 376 millions programmés pour 2012, soit 27% de hausse par rapport à 2011
Réduction par 5 du coût de l'inutile « politique de la ville »	3,2 milliards d'euros par an	Coût estimé à 4 milliards d'euros par an selon plusieurs rapports de la Cour des Comptes

A ces économies immédiates, qui représentent plus de 30 milliards d'euros par an, **il faut ajouter la fin des plans de renflouement à répétition des pays victimes de l'euro** : ils représentent déjà 60 milliards d'euros de dette française supplémentaire (dont contribution française au FMI).